

# Les services de vulgarisation

## Global Soil Week 2019 Rapport sur les résultats

La dégradation des terres et des sols est un problème d'ordre mondial qui affecte directement les rendements agricoles et, par conséquent, mène à l'insécurité alimentaire qui peut être exacerbée davantage par les extrêmes climatiques. Des pratiques agricoles visant à prévenir la dégradation des sols, communément appelées pratiques de gestion durable des terres (GDT), sont bien connues et leur mise en œuvre est promue par les organisations de développement depuis des décennies. Cependant, la mise en œuvre des pratiques introduites est souvent ralentie aussitôt que la mise à disposition des intrants (p. ex. l'équipement, les semences ou les plantules) par les projets cesse. Il n'y a souvent pas de diffusion répandue ni de continuation des pratiques testées avec succès au-delà des producteurs ciblés directement par les projets.<sup>1</sup>

Des études sur les raisons qui expliquent le faible niveau d'adoption parmi les petits producteurs montrent que le manque d'accès aux services nécessaires pour une bonne adoption des pratiques (p. ex. le conseil agricole, le financement, les intrants, les marchés, etc.) constitue un obstacle majeur pour la diffusion et la mise en œuvre durable de celles-ci.

Cela s'applique particulièrement aux groupes cibles démunis et en situation d'insécurité alimentaire.

Les facteurs suivants qui contribuent à cette lacune dans l'offre de services ont été identifiés :

- *Les capacités institutionnelles des parties prenantes gouvernementales sont très limitées, particulièrement dans les régions rurales*
- *Les prestataires de services publics et privés ont tendance à privilégier de manière sélective les petits producteurs qui détiennent plus de ressources et sont plus nantis*
- *La GDT n'est pas une priorité politique dans la plupart des pays*
- *Plusieurs régions particulièrement affectées par la dégradation des sols sont des régions périphériques, mal équipées en infrastructures, difficiles à atteindre et sont souvent délaissées par les prestataires de services*
- *L'intégration de ces régions aux marchés est inadéquate. Même les petites exploitations agricoles qui produisent pour satisfaire la demande nationale ou internationale souffrent en raison des prix de production faibles ou fortement instables. Par conséquent, les producteurs ne sont pas très motivés à investir dans de nouvelles technologies ou innovations.<sup>2</sup>*

1. Rauch, T; Kersting, D. (2016). Making service systems work for food security and sustainable land management. Strategic recommendations for targeting smallholder farmers in sub-Saharan Africa and India. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

2. Ibid.

Tenant compte des problèmes et des obstacles énumérés ci-haut, l'amélioration de l'accès aux services de vulgarisation est une condition indispensable pour la mise en œuvre à long terme des pratiques et des technologies de GDT.<sup>3</sup> Lors de l'atelier sur les services de vulgarisation agricole, les discussions ont tenté d'identifier des stratégies fondées sur des leçons concrètes tirées en vue de créer un environnement propice à l'adoption des techniques de GDT, avec une attention particulière portée sur les services de vulgarisation en Afrique.

### **Cadre conceptuel : la vulgarisation agricole et l'approche par système de service**

Relevant de la «révolution verte», la conception traditionnelle de la vulgarisation en Afrique portait sur l'augmentation de la production agricole, l'amélioration des rendements et le transfert de technologies souvent par l'introduction d'espèces à haut rendement et de l'application d'intrants tels que les pesticides et les engrais destinés à augmenter les rendements.<sup>4</sup>

Aujourd'hui, la conception de la vulgarisation agricole est plus vaste et inclut des dimensions d'une plus grande ampleur telles que la facilitation, l'apprentissage et l'assistance des groupes de producteurs.<sup>5</sup> La vulgarisation agricole peut être définie comme étant l'ensemble des organisations qui assistent et facilitent les personnes concernées

par la production agricole à obtenir l'information, les aptitudes et les technologies pour l'amélioration de leur mode de vie et bien-être.<sup>6</sup>

La vulgarisation agricole peut inclure différentes agences gouvernementales (auparavant les principaux acteurs de la vulgarisation), les ONG, les groupes de producteurs, les acteurs du secteur public y compris les fournisseurs d'intrants, les acheteurs des produits agricoles, les organisations de formation et les groupes de médias.<sup>7</sup> Le terme «services de conseil agricole» est parfois utilisé pour désigner les services de vulgarisation.<sup>8</sup> Ici, nous utilisons le terme «services de vulgarisation» pour nos discussions.

En raison de la politique de dette publique et d'ajustement structurel, les services de vulgarisation étatiques qui visaient la promotion de l'agriculture à petite échelle ont été privatisés dans plusieurs régions à partir du milieu des années 1980. Par conséquent, les parts du secteur agricole dans les budgets nationaux des pays africains (auparavant aux alentours de 10%) et en ce qui concerne les fonds de développement mondiaux (l'aide au développement, auparavant autour de 20%) ont chuté pour enfin terminer à une part d'environ 5%. Les fonds ont principalement été alloués d'une manière unilatérale pour augmenter la production.

#### **Même à ce jour, la part budgétaire allouée aux**

6. Birner, R., Davis, K., Pender, J., Nkonya, E., Anandajayasekaram, P., Ekboir, J., Mbabu, A., Spielman, D. J., Horna, D., Benin, S., & Kisamba-Mugerwa, W. (2006). From best practice to best fit: A framework for designing and analyzing agricultural advisory services. ISNAR Discussion Paper No. 5. Washington, D.C.: IFPRI.

7. Neuchâtel Group. (1999). Common framework on agricultural extension. Paris: Bureau des Politiques Agricoles et de la Sécurité Alimentaire.

8. Davis, K. (2008). Extension in sub-Saharan Africa: Overview and assessment of past and current models and future prospects. Journal of International Agricultural and Extension Education, 15(3), 15-28.

3. Ibid.

4. Food and Agriculture Organisation of the United Nations (2014): The state of food and agriculture. Innovation in family farming. Rome

5. Davis, K. (2008). Extension in sub-Saharan Africa: Overview and assessment of past and current models and future prospects. Journal of International Agricultural and Extension Education, 15(3), 15-28.

programmes de gestion durable des terres en Ouganda, au Ghana et au Burkina Faso représente moins de 5% du budget du secteur agricole, tandis que la part du lion des fonds budgétaires est utilisée pour la subvention des engrais minéraux. Des dépenses annuelles d'environ 400 millions de dollars US, comme dans le cas de l'Éthiopie (représentant 20% du budget sectoriel) sont de rares exceptions.<sup>9</sup>

Les systèmes pluralistes de prestation de services actuels ne comblent pas le vide d'une manière adéquate. Les services étatiques et les ONG ne détiennent que des capacités limitées, mais les prestataires de service privés n'ont souvent qu'un intérêt minime pour la protection et la réhabilitation des sols. La GDT n'est souvent abordée que de manière sélective dans le cadre des chaînes de valeur à succès sur le plan commercial. Ce sont principalement les producteurs démunis produisant à petite échelle et vivant dans l'insécurité alimentaire qui sont exclus des services agricoles étatiques de protection des sols. C'est le manque de ressources de ces mêmes services et le manque de surveillance et de coordination de la part des parties prenantes non gouvernementales qui en serait la cause.<sup>10</sup> Une défaillance majeure de tous les services de vulgarisation publics, privés et coopératifs, est qu'ils ne sont en mesure d'atteindre qu'une minorité de producteurs, principalement les plus nantis. Cette constatation est au centre de

9. Rauch, T; Kersting, D. (2016). Making service systems work for food security and sustainable land management. Strategic recommendations for targeting smallholder farmers in sub-Saharan Africa and India. Pg. 8. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.  
10. Ibid.

l'approche par système de service.<sup>11</sup>

### **Stratégies pour la prestation de services de vulgarisation agricole**

Au cours du segment technique de la GSW, cinq stratégies ont été formulées qui, au moyen de leur complémentarité, fournissent une approche pour la création d'un environnement propice à la prestation durable de services de vulgarisation agricole, menant ainsi à une agriculture résiliente et durable en Afrique. Les cinq stratégies identifiées se fondent sur le raisonnement suivant :

1. Si les technologies de GDT sont destinées à être adoptées de manière réussie, elles doivent être adaptées aux besoins et aux capacités particuliers des producteurs.
2. Si les technologies de GDT sont censées atteindre et profiter aux groupes les plus vulnérables et marginalisés au sein d'une communauté, elles doivent explicitement cibler ces groupes.
3. Pour veiller à ce que les technologies de GDT soient appliquées à long terme et qu'elles soient disséminées au-delà des producteurs ciblés par le projet, les organisations locales (y compris les prestataires de services de vulgarisation publics et privés) et les champions (les leaders communautaires) doivent jouer un rôle central.
4. Afin de garantir que les services de vulgarisation atteignent les producteurs les

11. Ibid.

plus vulnérables, les services de vulgarisation publics doivent être renforcés. Une stratégie pour ce faire serait l'inclusion de services de vulgarisation axés sur la GDT dans les plans de développement locaux, faisant ainsi en sorte que des fonds publics soient alloués à ces activités.

5. L'intégration de la GDT dans les plans de développement locaux est une option pour préparer la mise à l'échelle de la GDT. D'autres options pourraient inclure le renforcement des espaces et des plateformes pour les dialogues et l'engagement des parties prenantes à tous les niveaux. Cela garantirait une intégration verticale – du niveau local au niveau international et vice versa – ainsi qu'une intégration horizontale, dans d'autres programmes, y compris non seulement le secteur public, mais également le secteur privé, la société civile et les organisations non gouvernementales.

Ces stratégies se basent sur les expériences pratiques issues à partir des exemples de cas et ne constituent pas une analyse exhaustive des moyens de faire en sorte que les services de vulgarisation contribuent à l'agriculture durable et résiliente au changement climatique en général ni à l'adoption de la GDT en particulier.

### **Stratégie 1 : Améliorer l'adoption des technologies de GDT en s'adaptant aux besoins locaux, aux intérêts et aux capacités des producteurs**

Les discussions ont montré que les technologies de GDT sont souvent développées dans des établissements de recherche isolés, loin des réalités des producteurs sur le terrain. De plus, les interventions introduisent souvent des technologies choisies en fonction des hypothèses émises par les porteurs de projets, mais ne correspondent pas nécessairement aux préférences des producteurs. Si les technologies de GDT sont destinées à être adoptées par les producteurs et mises en pratique à long terme, elles devront être adaptées aux besoins, intérêts et capacités individuels de ces derniers. Les contextes locaux renferment des caractéristiques socioculturelles, socio-économiques, politiques, institutionnelles et biophysiques particulières qui doivent être prises en compte lors de la conception et de l'introduction de nouvelles technologies ou d'innovations des technologies qui existent déjà.

Méthodes et moyens pour prendre en compte les contextes locaux :

- *Introduire des technologies de GDT accessibles, abordables et appropriées au contexte, offrant ainsi un avantage comparatif par rapport aux pratiques déjà mises en œuvre par les producteurs, par exemple, les semences locales (Conservation Agriculture);*
- *S'attaquer aux problèmes spécifiques et pertinents auxquels les producteurs sont confrontés (p. ex. la dégradation des sols) et démontrer l'efficacité de la technologie de GDT sur des parcelles de démonstration où la technologie peut être analysée en collaboration*

- avec les producteurs (*Improving traditional systems of soil fertility*);
- Utiliser les groupes d'agriculteurs existants ou faciliter les espaces/platformes de dialogue où les producteurs peuvent évaluer et exprimer leurs besoins (auto-évaluation collective), qui peuvent changer d'année en année et de saison en saison (*Kenya Agricultural Carbon Project*);
  - Rassembler et incorporer les commentaires des producteurs au moyen d'enquêtes et de discussions en groupes cibles afin de guider l'élaboration de trousse de crédit (*One Acre Fund*);
  - Créer des organisations de producteurs, en fonction de leurs besoins/intérêts communs ou à partir de groupes sociaux déjà en place, afin d'accroître la capacité des petits producteurs à communiquer leurs besoins aux agents de vulgarisation (*communication collective des besoins en vulgarisation*) (*Kenya Agricultural Carbon Project*);
  - Renforcer les capacités et appuyer les agents de vulgarisation étatique à identifier les lacunes dans l'offre de service et à adapter les services aux besoins des agriculteurs (*Kenya Agricultural Carbon Project*);
  - Introduire des trousse de crédit par phase (p. ex., d'abord avec un petit groupe de producteurs, ensuite avec le village, etc.) pour surveiller les taux d'adoption et les problèmes éventuels liés à la mise en œuvre (*One Acre Fund*).
  - Tirer parti des pratiques et des technologies qui sont compatibles avec les normes et les valeurs de la communauté (*Laikipia Permaculture Centre; Apis Agribusiness; Limbua Ltd.*);
  - Ajouter une valeur économique aux systèmes de production endogènes et écologiques déjà en place, p. ex. l'apiculture (*Apis Agribusiness*) et les noix de macadamia (*Limbua Ltd.*);
  - Introduire des pratiques de gestion des terres nécessitant de faibles apports en intrants qui génèrent de multiples bienfaits pour les communautés (*Laikipia Permaculture Centre*);
  - Rassembler les chercheurs et les producteurs, organiser des activités collectives de réflexion et d'apprentissage (p. ex. sur les sites de projet) afin d'identifier ce qui fonctionne, ce qui doit être amélioré ou ce qui pourrait être mis à l'échelle (*Upscaling Evergreen Agriculture*)

Il a été souligné que les technologies de GDT doivent être développées avec les agriculteurs afin de correspondre à leurs réalités. Le projet *Upscaling Evergreen Agriculture* montre que cet écart peut être comblé en jumelant directement les établissements de recherche avec les producteurs locaux, permettant ainsi de la rétroaction directe.

Les participants ont souligné que les interventions de GDT devraient adopter une approche écosystémique (selon l'envergure, cette approche pourrait dépasser les limites du site du projet) et veiller à ce que les technologies ou

les innovations associées n'affectent pas les services écosystémiques, mais qu'elles contribuent à les restaurer et à les protéger.

Les discussions ont également montré que les interventions doivent prendre en compte les relations et la dynamique qui existent entre les différents groupes d'acteurs locaux, p. ex. les petits producteurs et les éleveurs nomades lors de l'introduction de nouvelles technologies ou l'innovation des pratiques courantes. Ces dynamiques pourraient présenter des liens d'interdépendance ou de synergies (p. ex. l'échange de biens et de produits) ou de conflits liés à l'utilisation de ressources naturelles telles que les forêts, les pâturages ou les eaux.

Enfin, les discussions ont révélé qu'une nouvelle technologie ou une innovation est mieux adoptée lorsqu'il existe une incitation évidente pour le producteur, p. ex. une valeur économique ajoutée par une production accrue ou par la réduction des intrants nécessaires.

### **Stratégie 2 : L'inclusion de groupes spécifiques (p. ex., les femmes, les jeunes et les personnes âgées) dans les interventions de GDT grâce à de meilleurs mécanismes de ciblage**

Il a été noté que les services de vulgarisation parviennent rarement à atteindre les agriculteurs les plus vulnérables et les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Pour atteindre et appuyer les groupes les plus vulnérables et marginalisés au

sein d'une communauté grâce aux technologies et aux pratiques de GDT, des mécanismes de ciblage spécifiques sont nécessaires.

Méthodes et moyens d'inclure des groupes spécifiques :

- *Inclure délibérément les femmes et les jeunes dans les conversations lors des réunions communautaires qui seraient normalement dominées par les hommes (Improving ecosystem services in degraded dryland areas);*
- *Sécuriser l'accès des femmes à la terre pour leur permettre d'investir dans la GDT (Land access for women through intrahousehold agreements);*
- *Soutenir la formalisation et le fonctionnement des groupes de productrices afin de faciliter leur accès aux services de vulgarisation (Land access for women through intrahousehold agreements);*
- *Sécuriser l'accès des femmes à la terre et négocier avec les aînés pour leur permettre d'utiliser une zone désignée d'un ranch collectif pour le projet de permaculture (Laikipia Permaculture Centre);*
- *Mettre en place des installations de formation accessibles et gérées localement. Dans ce cas, les groupes de femmes déjà constitués ont connu beaucoup de succès dans leurs activités d'approvisionnement et de vente fondées sur les pratiques de la permaculture, leur permettant d'investir collectivement dans un centre de formation multifonctionnel (Laikipia*

*Permaculture Centre*);

- *Veiller à ce que l'approche reflète les diverses réalités socioculturelles du village et qu'elle corresponde aux processus d'apprentissage locaux (des réunions villageoises ont été organisées avec divers groupes ethniques dans différents hameaux et camps) (Tem Sesiabun Gorado).*

L'importance de garantir les droits d'utilisation des terres comme condition préalable afin de permettre aux femmes et à d'autres groupes ou minorités marginalisés, tels que les pasteurs, d'investir et de pratiquer la GDT a été mise en relief.



*Photo par Francis Dejon/IISD*

Il a également été noté que les interventions devaient cartographier et considérer les espaces et les structures organisationnelles existants au sein desquels il sera possible d'atteindre les groupes spécifiques, p. ex. les groupes d'entraide de femmes. Des exemples issus du Bénin montrent que les femmes peuvent être atteintes et incluses en introduisant des quotas et en créant un espace permettant aux femmes de participer aux réunions et aux ateliers. En adaptant l'horaire des réunions et des ateliers à la disponibilité des femmes, en tenant

compte de leurs nombreuses autres responsabilités (p. ex. dans le ménage), leur participation pourra mieux être renforcée. D'ailleurs, il a été mentionné que la GDT pourrait être enseignée à l'école et intégrée dans le programme de formation scolaire afin de parvenir à atteindre les jeunes.

### **Stratégie 3 : Diffusion des connaissances en matière de GDT en renforçant les capacités des organisations, des institutions et des champions (dirigeants) locaux**

Il a été rapporté que les technologies de GDT, bien qu'elles aient été adoptées avec succès par le « groupe cible » d'une intervention donnée, ne se propagent souvent pas pour profiter aux personnes au-delà de ce groupe cible. Des mesures appropriées de renforcement de capacités et des stratégies de diffusion sont essentielles pour l'adoption à plus grande échelle des technologies de GDT au-delà du groupe cible.

Méthodes et moyens pour renforcer les capacités et les stratégies de diffusion :

- *Renforcer la capacité des champions locaux à partager leurs connaissances avec la communauté et les autres producteurs. Ces champions seront choisis par la communauté en raison de la légitimité de leur autorité au niveau local (Tem Sesiabun Gorado);*
- *Former les modérateurs, les conseillers communautaires et les producteurs sous contrat en vue de faciliter la diffusion des informations qui pourront aider d'autres*

- producteurs à augmenter leur productivité agricole (Conservation Agriculture);*
- *Démontrer l'efficacité des pratiques de GDT aux chefs de village, qui pourront ensuite encourager la communauté à les mettre en œuvre (Improving traditional systems of soil fertility);*
  - *Utiliser les réseaux de producteurs existants pour encourager le partage des connaissances entre les producteurs (Tem Sesiabun Gorado);*
  - *Développer collectivement l'approche de diffusion avec la communauté locale, afin de garantir son appropriation du processus (par le biais de réunions villageoises où l'approche de diffusion est discutée, modifiée et validée par les producteurs) (Tem Sesiabun Gorado);*
  - *Créer des champs-écoles et des parcelles de démonstration pour les producteurs gérés par les agents de vulgarisation et qui sont abrités sur les parcelles des producteurs (Conservation Agriculture);*
  - *Mettre en place des centres de formation accessibles et gérés localement (Laikipia Permaculture Centre) ;*
  - *Faciliter les visites d'échange et d'apprentissage entre les agriculteurs d'une même localité, ainsi que dans d'autres régions du pays (Conservation Agriculture)*

Il était communément reconnu que la diffusion des connaissances entre les producteurs était plus efficace lorsqu'elle se réalisait au sein des organisations locales, p. ex. associations, groupements ou coopératives d'agriculteurs. Dans

le cas du projet sur l'Amélioration des systèmes traditionnels de fertilité des sols (*Improving traditional systems of soil fertility*) au Togo, les sites du projet ont été choisis en fonction d'un certain nombre de critères de sélection, l'un de ces critères étant le degré d'organisation des producteurs avant le début du projet. Il a été reconnu que l'organisation des petits producteurs était nécessaire afin de planifier des services socialement inclusifs destinés à tous les petits exploitants, y compris les producteurs marginalisés et affectés par l'insécurité alimentaire.

Les discussions ont souligné l'importance d'analyser les capacités dont aura besoin le groupe cible (p. ex. agent de vulgarisation ou producteur), qu'il s'agisse de connaissances techniques ou de compétences non techniques. Il a été rapporté que les agents de vulgarisation manquaient souvent des compétences dites « générales » telles que la communication, la gestion, la négociation, la résolution de conflits ou la coordination plutôt que des compétences techniques.

Les participants à l'atelier ont également souligné que les outils de renforcement des capacités devaient être adaptés aux groupes cibles particuliers en tenant compte, par exemple, de leur langue locale et de leur niveau d'alphabétisation.

Les discussions ont souligné que les normes et les valeurs sociales en vigueur influencent les mécanismes de diffusion efficaces. Dans l'exemple du projet *Tem Sesiabun Gorado*, le concept local de la « dette sociale » – dans lequel la responsabilité



revient aux producteurs ciblés de transmettre les connaissances du projet et diffuser les nouvelles techniques – s'est avéré essentiel pour renforcer la responsabilisation entre les producteurs-formateurs et les apprentis.

#### **Stratégie 4 : Améliorer les services de vulgarisation publics décentralisés au moyen d'une inclusion de la GDT dans les plans locaux de développement**

Dans la plupart des pays africains, les services de vulgarisation agricole sont fournis par une multitude d'acteurs – publics, privés et non gouvernementaux. Cependant, ce système de vulgarisation pluraliste ne permet pas de combler le vide qui existe en matière de services d'une manière adéquate et efficace. Les services publics et les organisations non gouvernementales possèdent des capacités très limitées, alors que les prestataires de services privés n'ont parfois, quant à eux, que peu d'intérêt pour la protection et la réhabilitation des sols. Ces enjeux ne sont souvent traités que de manière sélective dans le cadre des chaînes de valeur à succès commercial. Les petits producteurs les plus démunis et ceux vivant en situation d'insécurité alimentaire sont souvent exclus des services agricoles visant la protection des sols en raison des ressources insuffisantes mises à la disposition des services publics de vulgarisation et du manque de suivi et de coordination entre différentes parties prenantes

non gouvernementales.<sup>12</sup>

12. Rauch, T; Kersting, D. (2016). Making service systems work for food security and sustainable land management. Strategic recommendations for targeting smallholder farmers in sub-Saharan Africa and India. Pg. 3. Deutsche

Le secteur du service agricole public doit donc être renforcé. Bien que la protection des sols soit dans l'intérêt direct du propriétaire foncier, les avantages tirés par la société dans son ensemble dépassent souvent de loin ceux tirés par l'utilisateur privé. De plus, de nombreuses mesures de protection des sols ne connaissent du succès que si elles sont mises en œuvre à l'échelle du paysage.<sup>13</sup> Cependant, les fonctions d'ordre public telles que la conservation des sols ont tendance à être négligées dans un environnement politique caractérisé par le paradigme de la privatisation des services qui est observé dans de nombreux pays depuis les politiques d'ajustement structurel des années 1980.<sup>14</sup>

Une stratégie pour fournir de l'appui aux services de vulgarisation qui favorisent les pratiques de GDT à long terme serait d'inclure ces services dans les plans locaux de développement et de mettre de côté des fonds publics pour ces activités.

Méthodes et moyens d'inclure la GDT dans les plans locaux de développement :

- *Bien communiquer les preuves quant à l'efficacité de la vulgarisation et des pratiques de GDT, sensibiliser les autorités politiques et les décideurs politiques (p. ex. le maire, les membres de l'assemblée de comtés) (ADECOP; Domestication and harmonization of*

---

Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

13. Ibid.

14. Rauch, T; Kersting, D. (2016). Making service systems work for food security and sustainable land management.

Strategic recommendations for targeting smallholder farmers in sub-Saharan Africa and India. Pg. 8. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

- SLM policies);*
- *Fournir du soutien technique et financier aux processus de consultation en vue de l'élaboration de politiques de GDT (Domestication and harmonization of SLM policies);*
  - *Intégrer la GDT dans les principaux documents de planification des gouvernements régionaux (p. ex. des comtés), tels que les plans de développement intégrés au niveau de l'arrondissement (County Integrated Development Plans), dans les plans annuels de développement, dans les programmes de travail annuels et dans les budgets (Domestication and harmonization of SLM policies);*
  - *Surveiller la mise en œuvre de la GDT dans les plans de développement communaux (évaluation de mi-parcours des plans communaux, évaluation des progrès réalisés quant à la mise en œuvre des activités liées à la GDT) (ADECOP) et instaurer des mécanismes de suivi et d'évaluation participatifs (Domestication and harmonization of SLM policies)*

Les discussions ont montré qu'une réforme du secteur public et un empouvoirement des communautés doivent se réaliser de concert. Les organisations de producteurs autonomisées doivent exercer de la pression pour leurs intérêts, influencer les décideurs politiques locaux et exiger

des comptes-rendus des pouvoirs publics ainsi que la reddition de comptes et la transparence dans l'allocation budgétaire.

Cela exige, en même temps, que la prestation de services publics soit rapprochée du niveau local. Il a été souligné que l'inclusion des activités de GDT dans les plans de développement ne donne pas nécessairement lieu à une allocation budgétaire et à la mise en œuvre de celles-ci. Il est nécessaire de surveiller de près si le budget est réellement distribué et dépensé aux fins prévues. Afin d'être en mesure de tenir le gouvernement responsable, des organisations (communautaires et de producteurs) structurées et autonomisées sont nécessaires. Les discussions ont également souligné le rôle de l'État quant à la coordination des prestataires de services privés ou non étatiques afin d'éviter la double affectation de ressources ou l'exclusion des producteurs les plus vulnérables et les plus démunis.

### **Stratégie 5 : Mettre à l'échelle les pratiques de GDT réussies à l'intérieur de politiques et des programmes par le biais du dialogue et de la participation des parties prenantes**

Il a été observé que de nombreux projets pilotes qui ont réussi à mettre en œuvre des pratiques de GDT au niveau du groupe cible existent. Cependant, ils ne sont pas répliqués dans d'autres régions, ni n'ont servi à orienter des politiques qui se traduiraient en actions concrètes sur le terrain et encourageraient le maintien des pratiques de GDT à long terme.

La mise à l'échelle est le processus qui consiste à augmenter l'échelle géographique, la portée politique ou l'échelle institutionnelle en mettant en œuvre des activités et des approches à succès éprouvées à différents niveaux. Le concept comprend une mise à l'échelle verticale (ascendante ou descendante et exerçant une influence sur les réformes politiques) et horizontale (réplication auprès de personnes différentes et dans des zones géographiques différentes).<sup>15</sup> L'objectif de la mise à l'échelle est d'améliorer la durabilité des interventions de GDT et d'accroître l'impact de celles-ci.

Méthodes et moyens pour mettre à l'échelle des pratiques de GDT :

- *Exercer de la pression sur le parlement par le biais de visites d'échange sur le terrain et de dialogues avec les producteurs au niveau local afin de montrer aux décideurs politiques et aux législateurs les progrès réalisés grâce à la GDT (Conservation Agriculture);*
- *Fournir de l'information et du soutien continus aux ONG partenaires pour qu'elles puissent adopter et reproduire le modèle de vulgarisation à succès avéré (Tem Sesiabun Gorado);*
- *Créer une plateforme internationale de pratiques de GDT pour faciliter les échanges entre les producteurs confrontés à des problèmes de gestion des terres et ceux ayant déjà surmonté de tels obstacles (Improving*

15. SOPAC, UNDP, UNEP, and GEF. (2011). Defining Replication, Scaling-Up, and Mainstreaming in the Context of the Pacific IWRM Programme: Identifying Priority Areas of Work for Work Plan Development. <http://www.pacific-iwrm.org/rsc/third-meeting-documents/16-Replication-Scaling-Up-Mainstreaming-cp.pdf>.

*ecosystem services in degraded dryland areas);*

- *Fournir des données sur la dynamique de la dégradation des sols (recherche à long terme) et rendre cette information accessible à un large public et aux décideurs politiques (Upscaling Evergreen Agriculture)*

L'ICRAF a contribué en fournissant des exemples de leçons tirées issues du projet SHARED,<sup>16</sup> dans lequel des preuves scientifiques relatives à la dégradation des sols pourraient étayer la prise de décision et pourraient être intégrées dans les politiques en adaptant la manière dont les données sont communiquées p. ex. utilisant un langage adapté, un document concis d'une page, des graphiques simples, des images, des photos ou des tableaux de bord de décisions interactifs.

Afin de garantir l'institutionnalisation et le maintien à long terme des processus de mise à l'échelle, les participants ont souligné le besoin de tenir compte de l'intégration de la GDT dans les politiques et les programmes dès le début d'un projet ou d'une intervention, et non seulement à la fin de ces derniers.

Finalement, les participants ont mis l'accent sur le fait que les technologies de l'information et de la communication (les TIC p. ex. les émissions radio, les services de messagerie SMS, les sites Web ou les SIG) offrent un grand potentiel, dans l'ère numérique actuelle, d'atteindre un public plus large de manière rentable.

16. <http://www.worldagroforestry.org/shared>